Viviane Reding

Née le 27.04.1951 à Esch-sur-Alzette.

Études primaires et secondaires à Esch-sur-Alzette.

Études universitaires à la Sorbonne (Paris) (docteur en sciences humaines)

Journaliste au Luxemburger Wort (1986-1999)

Mandats électifs

Élue à la Chambre des Députés en 1979, 1984, 1989, 2018

Élue au Parlement Européen en 1989, 1994, 1999, 2004, 2009, 2014

Élue au Conseil Communal d'Esch-sur-Alzette (siégeant de 1981 à 1999)

Commission européenne

Commissaire « Éducation, Culture, Jeunesse, Médias, Sports » 1999-2004

Commissaire « Société de l'Information, Recherche Technologique, Médias » 2004-2010

Première Vice-Présidente, Commissaire « Justice, Droits Fondamentaux, Citoyenneté » 2010-2014

Parti politique

Vice-Présidente CSV (1995-1999)

Présidente CSF (1988-1993)

Chambre des Députés

À la Chambre des Députés, Viviane Reding s'est occupée prioritairement des affaires sociales (Présidente de la Commission Sociale), des affaires internationales (y compris au Parlement Benelux et à l'Assemblée de l'Atlantique Nord, où elle était présidente du groupe conservateur) ainsi que des dossiers technologiques et digitaux (Vice-Présidente de la Commission digitale).

Parlement Européen

Au Parlement Européen, elle était Présidente de la Commission des Pétitions, Vice-Présidente de la Commission Sociale et Vice-Présidente de la Commission Libertés publiques. Elle siégeait en outre au Bureau Politique du Parti Populaire Européen (PPE).

Commission Européenne

À la Commission Européenne, Viviane Reding a lancé lors de ses différents mandats pendant 15 ans une série d'initiatives européennes et a élaboré de nombreux textes législatifs :

2000-2004 : Éducation, Culture, Jeunesse, Médias, Sports

(sélection non-exhaustive d'initiatives politiques)

- Erasmus Mundus (extension des échanges d'étudiants universitaires à toutes les régions du monde et création du « master européen »)
- Plan d'action « e-learning »
- Année européenne des langues (en y incluant les langues minoritaires)
- Plan d'action « life-long-learning »

- Législation « Audiovisuel sans frontières » en y incluant le cinéma digital ainsi que les fournisseurs d'internet et en renforçant les quotas de films européens
- Programme « Media Plus » (financement conséquent de la production cinématographique européenne et soutien aux professionnels)
- Journée du Cinéma Européen au Festival de Cannes
- Prix « Media » du film européen

- Premier débat public « Futur de l'Europe » avec 1 000 jeunes de 33 pays européens

- Réforme des règles de transfert des jeunes footballeurs (avec UEFA et FIFA)
- Stratégie de lutte contre le dopage (avec les fédérations sportives européennes)
- Soutien financier à l'Agence Mondiale Anti-dopage

2004-2009 : Société de l'information, Recherche, Technologie, Médias

(sélection non-exhaustive d'initiatives politiques)

- Stratégie i2010 : soutenir l'innovation et la mise en place d'une économie digitale au niveau européen en développant la fibre, le haut débit, les satellites et la digitalisation des services publics.
- Réforme du marché télécom : un marché unique ouvert à la concurrence, de nouvelles règles pour une politique des fréquences
- Elimination des frais « roaming »
- Réforme de la recherche technologique : création de « plateformes technologiques » pour une recherche collaborative (universités, entreprises, start-ups)
- « Bibliothèques digitales », soutien aux bibliothèques nationales pour la digitalisation
- « Europeana » création d'une plateforme internet pour présenter les cultures européennes
- « Safer Internet Days », protection des jeunes
- « 112 », numéro d'urgence européen
- « Intelligent Car », règles de digitalisation pour l'industrie automobile

2009-2014 : Justice, Droits fondamentaux, Citoyens

(sélection non-exhaustive d'initiatives politiques)

Nomination en tant que première Commissaire à la Justice avec compétences européennes, fondées sur le Traité de Lisbonne et la Charte des Droits Fondamentaux, et avec la mission de créer les bases d'une Europe de la Justice.

Justice pour les Droits

- Droits procéduraux : standards minimaux
- Protection des victimes (reconnaissance mutuelle des mesures de protection en droit civil)
- Protection des Enfants : 116 – hotline
- Protection des consommateurs : réforme législative, y compris réforme des droits des consommateurs pour les voyages à forfait
- Règles transfrontalières pour la reconnaissance des documents administratifs et juridiques
- Règles transfrontalières en cas de divorce de couples transnationaux
- Règles en cas de successions transfrontalières

Justice pour la Croissance

- Droit des contrats
- Droit des faillites transfrontalière (avec création d'une « deuxième chance » pour les chefs d'entreprise)
- Recouvrement des dettes transfrontalières
- Échange et reconnaissance des documents au niveau européen
- Protection des Données Personnelles (Règles législatives communes pour tous citoyens et toutes entreprises opérant sur le territoire européen. Effet extraterritorial de ces règles. Négociations internationales y afférentes)
- Création d'un Procureur Européen (Protection des intérêts financiers et budgétaires européens. L'Office du Procureur est installé à Luxembourg)

Droits Fondamentaux

- Cadre européen pour les Droits Fondamentaux
- « Justice Scoreboard » (analyse annuelle des progrès nationaux)
- Stratégie pour l'intégration des populations Roms
- Stratégie pour l'intégration des personnes handicapées
- Premières affaires judiciaires impliquant un Etat Membre pour non-respect des Droits Fondamentaux (Hongrie)
- Mécanisme d'application des Droits Fondamentaux en cas de non-respect (utilisé pour la 1^e fois contre les digressions en Pologne)

- Règles législatives pour l'égalité du genre dans les Conseils d'administration (Women on Boards)

- Année européenne des Citoyens (2013)

- Dialogues Citoyens (lancés à Cadix en 2012) : 51 « Dialogues citoyens » ont eu lieu dans tous les États Membres entre 2012 et 2013